

Pour la renaissance de la Côte d'Ivoire

FPI MAG



F P I

Bimensuel du FPI, N°002 du 15 au 31 mars 2025



**CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DES FEMMES À ABOBO**

**LE FPI ET L'OFFPI MOBILISENT POUR
L'ÉGALITE ET LA DIGNITE**

www.fpi-ci.com

La Renaissance ressource aux socles de l'entreprise initiatique. Cette dernière procède d'une nouvelle naissance dans la symbolique du parcours. Elle met en lice des mystes dans un cycle mythique fait de processus culturels et d'itinéraires ployés dans le secret ; au prix d'aventures inédites et dans l'intimité d'espaces dédiés : sylves, forêts, cases et espaces sacrés/consacrés. Le résultat attendu, est la restitution de personnes (agents sociaux) aptes à répondre aux défis de la communauté – et, plus largement, de la société.

Aujourd'hui, plus que jamais, la Côte d'Ivoire s'invite dans le cœur de la Renaissance. Cet urgent besoin s'impose en vue de pallier la caducité naturelle attachée à tout système ancien, pernicieux et rétrograde ; comme nous le concédions, il y a juste quelques jours en arrière, dans notre précédente parution

Enfin, la Renaissance obéit aux contraintes stratégiques de changements de paradigmes de gestion des peuples et des États, dictées par l'évolution des relations internationales : principes organisateurs de la géopolitique.

L'Ivoirien attend, enfin, une nouvelle sève régénératrice de son être et de sa relation à la communauté humaine. Il doit renaître par l'édification d'une nouvelle identité. Une identité d'homme purifié par l'épreuve du feu des expériences ambiantes – heureuses comme abjectes ; constructives comme destructrices ; souhaitées ou imposées. L'appel à la réactivité et à la conscience d'acteurs éveillés à la modernité, au culte de l'orgueil, de condition et de l'ambition, se forge à ce prix.

La présente gouvernance du RHDP : parti d'obédience libérale, mué en parti-État, qui a gangrené toutes les sphères de la société, putréfié et laissé en lambeaux le mince patrimoine commun qui faisait encore la fierté de ce pays, est un signal strident qui appelle, de toute urgence, cette restauration symbolique de la Côte d'Ivoire.

L'école a été sacrifiée sur l'autel de l'expression d'une affection ambiguë exprimée à l'endroit des enfants de ce pays !

La jeunesse, utilisée comme prétexte à l'action, est victime d'une propagande creuse où le dessèchement le dispute à l'oisiveté et à l'amertume.

Le panier de la ménagère s'est considérablement aminci ; les temps de repas en familles, se sont rétrécis, telle une peau de chagrin ; et, aux tristes et longues heures d'essoufflements qui séparent deux moments de simulacre de joie, s'est interposée la peur d'une menace pesante pour la vie elle-même ! Le tout couronné et régenté par la politique du rattrapage ethnique.

Voici, entre autres, les urgences qui appellent le changement par l'engagement et l'action ; et qu'il est approprié de nommer du mot sacré de Renaissance : nouvelle mue qui procure à la Côte d'Ivoire et à ses Fils, l'Espérance d'une saison et d'un contrat nouveaux ; leur survie est à ce prix !



Prof Kouassi Raphael,
Vice-président chargé de la Culture,
des Valeurs Ivoiriennes et du Gbêkê I

ACTUALITÉ

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES À ABOBO : LE FPI ET L'OFFPI MOBILISENT POUR L'ÉGALITÉ ET LA DIGNITÉ



Sous un soleil ardent, le stade de football de SOGEFIHA, dans la commune populaire d'Abobo, a vibré ce samedi 15 mars 2025 à l'occasion de la 48ème édition de la Journée internationale des droits des femmes. Organisée par l'Organisation des femmes du Front populaire ivoirien (OFFPI), sous l'impulsion de sa présidente Paule Ginette Sopou épouse Séka, cette manifestation a rassemblé des milliers de personnes, majoritairement des femmes drapées dans les pagens aux couleurs du FPI. Un événement politique et festif, marqué par des discours engagés, des danses et un plaidoyer sans équivoque pour l'autonomisation des femmes.

Une mobilisation massive malgré les défis

Dès 8 heures, l'ambiance était électrique. Malgré le carême chrétien et le jeûne musulman, la foule a afflué, dépassant largement les 16 bâches dressées pour abriter les participants. Jeunes filles, mères de famille, et même des chefs traditionnels – gardiens des usages locaux – ont répondu présent. Une sonorisation puissante a accompagné les premiers pas de danse spontanés, symbole d'une joie collective qui a transcendé les clivages religieux et sociaux. A midi, l'arrivée de Pascal Affi N'Guessan, président du FPI, et de son épouse Angéline Kili, tous deux vêtus aux couleurs du parti, a déclenché une ovation. Les youyous des femmes ont résonné tandis que le leader politique effectuait un tour d'honneur, parfois interrompu par des groupes de femmes enthousiastes. « Votre mobilisation montre que la question de vos droits vous préoccupe », a-t-il lancé en préambule, saluant la présence des chefs de village et de communauté, « garants des traditions et des mânes des ancêtres ».



CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES À ABOBO : LE FPI ET L'OFFPI MOBILISENT POUR L'ÉGALITÉ ET LA DIGNITÉ

Suite



Discours et plaidoyers : Les femmes en première ligne

La cérémonie, ouverte par L'Abidjanaise, a donné la parole à plusieurs figures clés. Kouakou Adjoa du Conseil politique régional d'Abobo a rappelé l'importance de l'événement pour la commune. Mme Odette Thiémélé, représentante du Mouvement des générations capables de l'ex-Première dame Simone Ehivet Gbagbo, a martelé : « Les droits ne doivent pas être octroyés aux femmes, elles doivent les conquérir ». Un message repris par Paule Ginette Séka, qui a vanté les avancées du FPI : « Nous n'avons pas attendu pour appliquer le quota de 30% de femmes dans les instances. Bientôt, nous viserons 50% ».

Cinq vice-présidentes historiques de l'OFFPI – Christine Konan, Christine Adjobi, Laure Anidié, Yvonne Abané Bouabré et Simone N'Guessan – ont été célébrées pour leur engagement pionnier. Un moment émouvant, symbole de la lutte intergénérationnelle pour l'égalité.

Affi N'Guessan dénonce une « politique tordue »

Vers 14 heures, le discours tant attendu de Pascal Affi N'Guessan a captivé l'assistance. Premier discours officiel de cette année électorale 2025, il a mêlé critique acerbe du pouvoir en place et promesses de changement. Le président du FPI a fustigé le bilan « nul » du gouvernement sur les droits des femmes, pointant un budget dérisoire de 27 milliards de FCFA alloué au ministère chargé de la Femme, sur un budget national de 15 000 milliards. « Comment apporter l'égalité avec si peu ? », a-t-il interrogé, dénonçant une politique « centrée sur les infrastructures, pas sur les humains ».

Avec virulence, il a évoqué les classements internationaux accablants : taux de mortalité infantile élevé, conditions d'accouchement précaires, éducation en berne. « La Côte d'Ivoire marche sur la tête. Nous voulons la remettre sur ses pieds, en plaçant l'humain au cœur de notre projet », a-t-il déclaré, promettant de « redresser la politique tordue » en cas de victoire à la présidentielle.



CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES À ABOBO : LE FPI ET L'OFFPI MOBILISENT POUR L'ÉGALITÉ ET LA DIGNITÉ

Suite et fin



Une fête politique, miroir des enjeux ivoiriens

Au-delà des discours, la journée a incarné la stratégie du FPI de s'appuyer sur les femmes et les traditions pour consolider sa base. Les danses, les chants et les pagnes aux couleurs du parti ont transformé le stade en un espace de revendication et de ferveur militante. Les chefs traditionnels, invités d'honneur, ont symbolisé l'ancrage local d'un parti qui se présente comme défenseur des valeurs africaines et de la modernité.

Alors que le pays s'apprête à vivre une élection présidentielle cruciale, cet événement a rappelé que la question des droits des femmes reste un marqueur politique fort. Entre espoirs et défis, les femmes d'Abobo, comme celles du reste du pays, attendent désormais des actes concrets. Comme l'a résumé une participante : « Aujourd'hui, on danse. Demain, on vote ».

Robert Krassault
ciurbaine@yahoo.fr



COALITION POUR L'ALTERNANCE PACIFIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

L'OPPOSITION S'UNIT FACE À L'ENJEU DE LA PRÉSIDENTIELLE DE 2025

Dans un contexte politique tendu à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2025, vingt-cinq partis de l'opposition ivoirienne ont officialisé, ce lundi 10 mars 2025, leur union au sein d'une coalition baptisée « Coalition pour l'alternance pacifique en Côte d'Ivoire » (CAP-CI).



Une coalition pour la paix et la démocratie

La charte signée par les membres de la CAP-CI témoigne de leur détermination à œuvrer pour une alternance pacifique et à garantir des élections libres et inclusives. « *Unis, nous serons plus forts ! Apprêtez-vous à nous voir agir ensemble* », a déclaré Simone Ehivet Gbagbo, porte-parole de la coalition. Tidjane Thiam, coordonnateur de la conférence des présidents de la CAP-CI, a quant à lui insisté sur l'importance de la paix et de la liberté dans le processus électoral : « *Nous sommes déterminés à tout mettre en œuvre pour que la paix règne en Côte d'Ivoire, pour que nous ayons des élections inclusives, auxquelles tous ceux qui souhaitent être candidats puissent être candidats, et qu'on laisse enfin les Ivoiriens décider librement de qui doit les diriger.* »

La coalition réclame notamment des réformes urgentes avant la tenue du scrutin présidentiel. Parmi les priorités figurent la révision de la liste électorale et la restructuration de la Commission électorale indépendante (CEI), jugée trop proche du pouvoir en place. Les leaders de la CAP-CI ont lancé un appel solennel aux autorités pour l'ouverture d'un dialogue politique en vue de ces réformes.

Cette alliance, scellée par la signature d'une charte commune, marque une étape décisive dans la mobilisation de l'opposition pour exiger des réformes électorales et garantir un scrutin transparent et démocratique.

La cérémonie de lancement s'est tenue au siège du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA), à Abidjan-Cocody, en présence des principaux leaders de l'opposition. Parmi eux figuraient Tidjane Thiam, président du PDCI-RDA, le vice-président du Front populaire ivoirien (FPI), Barthélémy Iré Gnépa, secrétaire général du secrétaire général du parti, Simone Ehivet Gbagbo, présidente du Mouvement des générations capables (MGC), Charles Blé Goudé, leader du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP), et Danièle Boni Claverie, présidente de l'Union pour la République et la démocratie (URD).

Une organisation structurée

Le board de la coalition a été dévoilé lors de la cérémonie. Tidjane Thiam occupe le poste de coordonnateur de la conférence des présidents, tandis que Simone Ehivet Gbagbo endosse le rôle de porte-parole principale. Danièle Boni Claverie, présidente de l'URD, a été nommée porte-parole adjointe, et le FPI assurera le secrétariat général de la coalition. Pascal Affi N'Guessan, président du FPI, absent lors de l'événement, était représenté par Barthélémy Gnépa, secrétaire général du parti, qui a paraphé la charte au nom de sa formation politique.

Interrogé sur la possibilité d'une candidature unique de la coalition pour la présidentielle, Charles Blé Goudé, président du COJEP, a indiqué que cette question n'était pas encore à l'ordre du jour. « Nous nous concentrons d'abord sur les réformes nécessaires pour garantir des élections justes », a-t-il précisé.

L'absence remarquée du PPA-CI

L'un des points d'interrogation majeurs de cette cérémonie a été l'absence du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), la formation de l'ancien président Laurent Gbagbo. Bien que ce dernier ait lancé, en juillet 2024, un appel au rassemblement de l'opposition autour de sa personne, le PPA-CI n'a pas encore rejoint la CAP-CI. Cette absence suscite des interrogations, d'autant plus que Laurent Gbagbo, candidat déclaré à la présidentielle, reste inéligible en raison de sa condamnation à vingt ans de prison dans l'affaire du « casse de la BCEAO ».

Un enjeu crucial pour l'avenir de la Côte d'Ivoire

La création de la CAP-CI représente un tournant dans le paysage politique ivoirien. Alors que le pays se prépare à une élection présidentielle décisive, cette coalition incarne l'espoir d'une alternance pacifique et démocratique. Cependant, les défis restent nombreux, notamment la nécessité de convaincre les autorités d'engager des réformes et de rassembler toutes les forces de l'opposition, y compris celles qui, pour l'instant, restent en retrait.

Dans les mois à venir, la CAP-CI devra faire preuve de cohésion et de détermination pour relever ces défis et offrir aux Ivoiriens une véritable alternative politique. L'unité affichée ce lundi marque un premier pas, mais le chemin vers des élections libres et transparentes reste semé d'embûches.

Robert Krassault
ciurbaine@yahoo.fr



LE FPI EST SUR LE TERRAIN

LES CONSEILS POLITIQUES RÉGIONAUX SONT EN ACTIVITÉS

Xavier Randal Faiphout inspecte les Fédérations de Koumassi et Port-bouet



Le samedi 1er mars 2025 à 15h30, le vice-président Xavier Randal Faiphout et sa délégation ont entamé une tournée d'inspection dans la région de Koumassi et Port-Bouët.

La première étape les a conduits à la fédération de Port-Bouët Centre, dirigée par le camarade fédéral Mambo Denis, où ils ont été chaleureusement accueillis sous la coordination du secrétaire national régional (SNR), le camarade Gbé Madjé Marius.

Par la suite, la délégation s'est rendue sur la route de Bassam, sous la responsabilité du SNR Koffi Tégnan Jacques. Cette visite a permis de rencontrer les responsables des fédérations FPI, JFPI et OFFPI des trois zones.

Le vice-président a exprimé sa gratitude envers les deux SNR pour leur accueil et les a encouragés à intensifier les efforts de recrutement et l'opération "Marée Bleue" en vue de la victoire du FPI en 2025. Cette tournée constitue le point de départ d'une série de visites visant à faire un état des lieux complet dans toute la région.

Vivement 2025 pour le changement avec Affi!

ÉCHOS DES ACTIVITÉS DES CONSEILS POLITIQUES REGIONAUX

Valera Kouadio évalue les Bureaux des Fédérations de Yopougon Banco 1

Le Vice-président Valera Kouadio a eu une séance de travail, le dimanche 09 mars 2025, avec les douze Secrétaires Généraux de fédération de la région Abidjan banco 1 centre, gérée par la SN AHUI BRIGITTE. RDV est pris pour le 15 avril pour la seconde étape avec l'ensemble de leurs bureaux fédéraux.



ACTIVITES DES CONSEILS POLITIQUES REGIONAUX

Dou Habib rencontre les responsables FPI de Oumé



Dans le cadre des préparatifs de la réunion du Conseil Régional du CPR Goh qui se tiendra le dimanche 13 avril 2025, à Oumé, le SGA Habib Dou a rencontré les responsables du Parti dans cette localité. Sur 33 responsables attendus, 24 étaient effectivement présents. L'ordre du jour de cette rencontre a porté sur trois points dont 1) les Informations, 2) les préparatifs du CPR du 12 avril prochain et 3) les Divers.

Au titre des informations, les nouveaux responsables du Parti, après le congrès des 08 et 09 novembre dernier de Yamoussoukro, ont été présentés. Aussi, des responsables de fédérations présents ont donné des informations relatives au fonctionnement du parti dans leurs zones respectives.

Relativement au point à la réunion du CPR,, il a été demandé responsables de structures de bases du parti de veiller à la mobilisation des militants conformément au communiqué de la Vice Présidence de région. Aussi, le bien fondé des opérations N'zrama et Marée bleue ont été expliqués aux camarades afin de faire maillage total de tout le territoire de OUME avant le mois de Juillet 2025.

Au titre des divers, des élans de solidarité envers des camarades suite aux décès de leurs proches ont été initiés.



CAMPAGNE POUR LA PAIX

LIA FERDINAND ETAIT SUR LE TERRAIN



Ce vendredi 28 février 2025, le Vice-président et Porte-parole adjoint du Partin Lia Ferdinand a participé, au nom du Front Populaire Ivoirien (FPI) et en représentant le Président du parti, au dîner offert par l'ONG Balle à Terre.

Il y a pris la parole et devant le parterre de personne et n'a pas manqué de dire que s'il y avait une palme d'or de promoteur de la Paix et de la cohésion, elle devait revenir au Président du FPI, le Premier Ministre Pascal AFFI N'GUESSAN qui a fait de la recherche de la Paix et de la promotion de la cohésion sociale son bâton de pèlerin, malgré les difficiles moments qu'il a vécu dans la prison de Bouna après la chute du pouvoir Gbagbo.

Au nom de la Paix et de la cohésion sociale, il a mis balle à terre après 2020 et le mandat anti-constitutionnel d'Alassane Ouattara pour signer avec le RHDP un accord de partenariat à l'effet en mars 2023.

C'est claire que le FPI est preneur de la Balle à Terre, mais les élections comme les compétitions de football obéissent à des règles et des conditions tangibles d'organisation. C'est cela qu'il faudra respecter et les ivoiriens dans leur ensemble se retrouveront dans cette même salle du palais.

FPI SOLIDARITE

Edouard Yro offre un ordinateur au Parti



Yro Edouard, Vice-président chargé des Représentations du FPI en Europe est venu ce mardi 04 mars 2025 au Siège du FPI au nom des responsables politiques du Front Populaire Ivoirien en Europe offrir un ordinateur de marque DELL Latitude 5430 d'une valeur de Sept cent (700.000) francs CFA.

GNÉPA Iré Barthélémy, Secrétaire Général et Porte-parole du Parti a réceptionné cet outil important qui sera utilisé par la Vice-présidence chargée des élections.



Il faut préciser que la Vice-présidence chargée des Représentations du FPI en Europe avait été sollicitée par le Vice-président chargé des élections dans le but d'acquérir un ordinateur performant qui sera utilisé pour faire l'analyse de la liste électorale.

Le Secrétaire Général du Parti et le Vice-président chargé des élections présent à la remise du don ont exprimé les remerciements au nom du Président du Parti et souhaité que ces actes se répètent le plus souvent après le don fait par la Représentation du Parti en Allemagne.



Bamba Franck, Vice-président chargé de la Communication et du Marketing Politique a assisté à cette remise de don.

Mariage religieux du VP Gbah Gonta



Le vice-président du FPI en charge de la région du Nimba, Jean-Baptiste Gbah Gonta, a officialisé son union devant Dieu avec son épouse, Edwige Diéty, ce samedi 1er mars 2025, en l'église catholique de Duékoué. Cet événement marque l'aboutissement d'un parcours conjugal débuté en 2006 par un mariage civil, aujourd'hui sanctifié par une cérémonie empreinte de ferveur spirituelle et de symboles familiaux.



De l'union civile à la consécration divine

Si le couple avait scellé son destin devant la loi il y a près de deux décennies, cette célébration religieuse revêt une signification particulière pour le dirigeant politique. Dans son homélie, le prêtre officiant a souligné l'importance de « consacrer son foyer au Seigneur », un engagement que Gbah Gonta a décrit comme « l'accomplissement d'une promesse envers sa famille et sa foi ». L'émotion était palpable lorsque le VP, entouré de ses enfants, a renouvelé ses vœux devant une assemblée composée de proches, de militants et de figures politiques.

Une délégation du FPI en signe de solidarité

Fidèle à sa réputation de « famille solidaire », le Front populaire ivoirien (FPI) a dépêché une délégation venue spécialement d'Abidjan pour honorer l'événement. Menée par Affélé Dago Paul, président des jeunes du parti, elle comprenait les secrétaires généraux adjoints (SGA) Arsène Dédi, Zozoro Urbain, Marshall Séri et Mohamed Fadiga. Dans son discours, Dago Paul a rappelé que « l'engagement politique ne se construit pas sans ancrage familial », saluant la « double fidélité » du VP envers son parti et son foyer.



Des dons symboliques et politiques

Au nom du président du FPI, l'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, la délégation a remis aux mariés deux boubous traditionnels, symbole d'enracinement culturel, accompagnés d'une enveloppe financière dont le montant n'a pas été dévoilé. Ce geste, selon les observateurs, illustre la stratégie du parti de renforcer les liens entre ses cadres à travers des rituels unificateurs.

Un mariage sous le signe de l'espérance

Dans une ambiance joyeuse et recueillie, Jean-Baptiste Gbah Gonta a exprimé sa gratitude envers le FPI, qualifiant le parti de « seconde famille ». Son épouse, Edwige Diéty, a quant à elle partagé un message de gratitude envers « ces années de soutien mutuel ». La cérémonie s'est achevée par une ovation des militants présents, scandant le slogan du parti tandis que le couple quittait l'église sous une pluie de pétales de fleurs.

Ce mariage religieux, au-delà de sa dimension personnelle, s'inscrit dans une période charnière pour le FPI, qui semble vouloir réaffirmer ses valeurs d'unité et de cohésion à travers ses figures emblématiques.

Laure Anidié

8 MARS 2025 : AGIR POUR LES DROITS, L'ÉGALITÉ ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES

La Journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2025 s'articule autour du thème "Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation".

Ce thème met en avant l'importance d'inclure chaque femme et chaque fille dans la quête de l'égalité des genres.

La Journée internationale des droits des femmes, célébrée chaque 8 mars, trouve ses origines dans les luttes menées par les femmes pour l'égalité, la justice et la reconnaissance de leurs droits. Son institution repose sur plusieurs événements marquants de l'histoire sociale et politique.

Dans plusieurs pays africains, y compris la Côte d'Ivoire, le 8 mars est devenu un moment clé pour sensibiliser et revendiquer des avancées en faveur des femmes. Les gouvernements et les organisations féminines l'utilisent pour mettre en avant les progrès et les défis en matière d'égalité des sexes, notamment sur des sujets comme l'éducation des filles, l'accès à l'emploi, la lutte contre les violences et la participation des femmes à la vie politique.

Malgré les avancées, les femmes en Côte d'Ivoire font encore face à plusieurs défis majeurs qui freinent leur épanouissement et leur participation active au développement du pays. Dans ce sens, l'engagement des autorités, du secteur privé, des organisations féminines et de la société civile est essentiel pour garantir une égalité réelle et durable.



Le 8 mars n'est pas seulement une journée de célébration. Au-delà de l'aspect festif, il faut percevoir un symbole de la lutte continue pour l'égalité des droits et l'émancipation des femmes. Cette date symbolique rappelle que les acquis doivent être consolidés et que des efforts restent à faire pour assurer une pleine participation des femmes à tous les niveaux de la société. Par conséquent, pour accélérer l'égalité des genres et garantir l'autonomisation des femmes, des actions urgentes et prioritaires restent à être mises en œuvre. Il s'agit principalement de :

- 1-Renforcer les lois et leur application pour protéger les droits des femmes ;
- 2-Favoriser l'autonomisation économique des femmes ;
- 3-Accélérer l'éducation des filles et leur maintien à l'école ;
- 4-Accroître la participation des femmes en politique et dans les instances de décision ;
- 5-Améliorer l'accès aux soins de santé et la protection sociale des femmes.

Ces actions doivent être immédiatement mises en œuvre pour garantir des avancées rapides et durables en faveur des femmes en Côte d'Ivoire. Le gouvernement, les organisations féminines, le secteur privé et la société civile doivent travailler ensemble pour faire de l'égalité des genres une réalité et non un simple discours.

Elise Amani

POLITIQUE NATIONALE

CÔTE D'IVOIRE 2025 : LA FIN DU HOLD-UP ÉLECTORAL DU RHDP ?

À sept mois de l'élection présidentielle de 2025, la Côte d'Ivoire se trouve à un tournant décisif. Après plus d'une décennie de pouvoir, le régime Ouattara s'accroche à ses vieilles méthodes : manipulation des institutions, fraude électorale et intimidation politique. Mais cette fois-ci, la donne change. Une dynamique nouvelle émerge avec la naissance de la CAP (Coalition pour une Alternance Pacifique), unissant l'opposition et la société civile dans un même combat : rendre caduque la liste électorale et démanteler la Commission Électorale Indépendante (CEI), véritables instruments de la fraude RHDP.

UNE FRAUDE INSTITUTIONNALISÉE, DÉMASQUÉE

L'affaire Dame Koné Mariam, cette prétendue centenaire mère de 531 enfants inscrits sur la liste électorale, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres des aberrations qui entachent les scrutins en Côte d'Ivoire. Depuis des décennies, le régime RHDP a construit sa légitimité électorale sur un fichier truqué, bourré de doublons, d'électeurs fictifs et de morts ressuscités pour voter.

La CEI, loin d'être indépendante, est un véritable bras armé du pouvoir, garantissant au RHDP des résultats écrasants avant même que le premier bulletin ne soit glissé dans l'urne. Pendant que l'opposition se bat pour convaincre et mobiliser, le pouvoir, lui, orchestre dans l'ombre une mascarade électorale bien huilée. Mais en 2025, la supercherie est mise à nu. Le peuple refuse d'être complice d'un énième hold-up démocratique.



LA CAP : UNE OPPOSITION UNIE POUR FAIRE TOMBER LA FRAUDE

La naissance de la Coalition pour une Alternance Pacifique (CAP) représente un tournant majeur dans le paysage politique ivoirien.

Son premier défi ?

- Rendre caduques la liste électorale et la CEI ;
- Exiger un audit international de la liste électorale afin d'éliminer les irrégularités qui faussent les résultats ;
- Démanteler la CEI actuelle et la remplacer par un organe véritablement indépendant ;
- Mobiliser la population pour défendre son droit à une élection transparente ;

L'heure n'est plus aux discours. L'opposition doit prouver qu'elle peut imposer une élection crédible. Dans le cas contraire, alors 2025 sera une simple répétition des fraudes passées.

UNE FIN INÉLUCTABLE POUR LE RHDP ?

Si le RHDP pensait que 2025 serait une formalité, il pourrait bien être surpris. Plusieurs signaux indiquent une fin de règne imminente :

- Une colère populaire grandissante, alimentée par l'exclusion sociale, la cherté de la vie et le sentiment d'injustice.
- Une opposition mieux organisée, qui ne se laisse plus diviser par des intérêts partisans.
- Une pression internationale accrue, avec des observateurs étrangers de plus en plus sceptiques face à la gestion opaque du processus électoral.

Face à cette conjoncture explosive, la seule arme qui reste au RHDP est la répression. Mais jusqu'à quand pourra-t-il contenir une population qui refuse de se laisser voler son destin ?

Yvann Murphy